

# Règlement d'appel à candidature

Accord-cadre pour l'acquisition de drones  
maritimes hauturiers à grande autonomie et de  
leurs prestations associées

N°261000019

**Date et heure limite de remise des candidatures : 13/03/2026 à 17h00  
(fuseau horaire de Paris)**

**IFREMER**

1625 route de Sainte Anne  
29280 Plouzané

**Procédure avec négociation en application de l'article L2124-3 du code de la commande  
publique**

# Table des matières

<b>1.</b>	<b>Présentation du Projet.....</b>	<b>4</b>
1.1.	Présentation de l'Ifremer.....	4
1.2.	Présentation du Shom.....	5
1.3.	Présentation de Genavir.....	5
<b>2.</b>	<b>Cadre de la consultation .....</b>	<b>6</b>
2.1.	Objet du marché .....	6
2.2.	Groupe ment de commande.....	6
2.3.	Désignation des parties au marché.....	6
2.4.	Justification du recours à la procédure avec négociation.....	7
2.5.	Allotissement .....	7
2.6.	Groupe ment .....	8
2.7.	Sous-traitance.....	8
<b>3.</b>	<b>Conditions relatives au contrat .....</b>	<b>9</b>
3.1.	Type de marché .....	9
3.2.	Classification CPV .....	9
3.3.	CCAG applicable.....	9
3.4.	Forme du marché.....	9
3.5.	Montant du marché.....	9
3.6.	Durée de validité du marché .....	9
3.7.	Prestations supplémentaire éventuelles.....	9
3.8.	Variantes .....	10
<b>4.</b>	<b>Déroulement de la procédure avec négociation.....</b>	<b>10</b>
4.1.	Phase candidature.....	10
4.2.	Phase Offre .....	10
<b>5.</b>	<b>Dossier de consultation des entreprises – phase candidature .....</b>	<b>11</b>
5.1.	Composition du dossier de consultation.....	11
5.2.	Modalité de retrait et de dépôt du dossier de candidature – PHASE CANDIDATURE .....	12
5.3.	Condition de participation.....	13
5.4.	Conflit d'intérêt .....	13
5.5.	Signature.....	14
<b>6.</b>	<b>Contenu de la candidature .....</b>	<b>14</b>
<b>7.</b>	<b>Critère de jugement des candidatures .....</b>	<b>16</b>
<b>8.</b>	<b>Critère de jugement des offres .....</b>	<b>17</b>

<b>9.</b>	<b>Confidentialité.....</b>	<b>17</b>
<b>10.</b>	<b>Renseignements complémentaires .....</b>	<b>17</b>
<b>11.</b>	<b>Planning prévisionnel.....</b>	<b>18</b>

# 1. Présentation du Projet

L'Ifremer, son armateur Genavir et le Shom souhaitent enrichir leurs moyens technologiques par l'acquisition de drones maritimes de surface hauturiers (USV) à grande endurance.

Ces engins devront être capables de réaliser une cartographie multi-paramètres des grands fonds marins ainsi que l'étude de la colonne d'eau, dans des zones allant du tombant du plateau continental jusqu'aux plaines abyssales.

Le système de drone USV est défini comme un ensemble comprenant le vecteur de surface, un système de Contrôle-Commande (C2) installable à bord d'un navire ou à terre, ainsi que l'ensemble des équipements, moyens et documentations nécessaires à sa mise en œuvre, sa configuration, son exploitation et son entretien.

Deux systèmes USV complets seront fournis, chacun incluant son système de Contrôle-Commande (C2), ainsi que des prestations associées à leur mise en œuvre.

Pendant la phase de construction des USV, les techniciens et futurs pilotes de l'Ifremer et du Shom devront être formés au pilotage et à la maintenance des systèmes. Après validation des essais à la mer et admission des USV, plusieurs campagnes scientifiques seront conduites par l'Ifremer et le Shom. Des actions de maintien en condition opérationnelle (MCO) des deux engins devront être assurées par le titulaire du contrat jusqu'à la fin des campagnes à la mer. Il pourra participer également à ces campagnes.

Une présentation du projet est annexée au présent règlement de la candidature.

## 1.1. Présentation de l'Ifremer

L'Ifremer est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle conjointe des ministères français de la Recherche, de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et de l'Environnement.

### **Ses objectifs sont les suivants :**

- Connaître, évaluer et valoriser les ressources de la mer et contribuer à leur durabilité,
- Améliorer la surveillance et la protection, faire évoluer les pratiques de prévision et les méthodes de préservation du milieu marin,
- Favoriser le développement des activités maritimes.

### **Pour atteindre ces objectifs, l'Ifremer se concentre sur les domaines suivants :**

- La recherche,
- L'expertise d'intérêt public - surveillance du littoral et sécurité sanitaire des produits de la mer,
- La mise à disposition de moyens - flotte océanographique et développement technologique,
- La sous-traitance à des entreprises et la communication.

### **Quelques chiffres concernant l'Ifremer :**

- 1 500 personnes, 2 000 si l'on inclut les filiales et les laboratoires partenaires,
- Budget annuel d'environ 213 millions d'euros (hors transactions internes),
- 30 sites en France métropolitaine et outre-mer.

L'Ifremer est opérateur de la flotte océanographique française depuis 2018. La flotte océanographique française comprend plusieurs navires de surface (4 navires hauturiers, 2 navires semi-hauturiers et 5 navires côtiers), des véhicules sous-marins habités et autonomes, ainsi que des systèmes sous-marins (équipements sismiques marins, systèmes de carottage, etc.).

## 1.2. Présentation du Shom

Établissement public administratif (EPA) sous tutelle du ministère des Armées, le Shom est l'opérateur public pour l'information géographique maritime et littorale de référence. Il a pour mission de connaître et décrire l'environnement physique marin dans ses relations avec l'atmosphère, avec les fonds marins et les zones littorales, d'en prévoir l'évolution et d'assurer la diffusion des informations correspondantes.

L'exercice de cette mission se traduit par trois activités essentielles :

- L'hydrographie nationale, pour satisfaire les besoins de la navigation de surface, dans les eaux sous juridiction française et dans les zones placées sous la responsabilité cartographique de la France ;
- Le soutien aux politiques publiques de la mer et du littoral, par lequel le Shom valorise ses données patrimoniales et son expertise en les mettant à la disposition des pouvoirs publics, et plus généralement de tous les acteurs de la mer et du littoral,
- Le soutien de la défense, caractérisé par l'expertise apportée par le Shom dans les domaines hydro-océanographiques à la direction générale de l'armement (DGA) et par ses capacités de soutien opérationnel des forces.

### Quelques chiffres concernant le Shom :

- 550 personnes, hors équipages des bâtiments spécialisés
- Budget annuel d'environ 58 millions d'euros
- 3 sites en France, dont le principal situé à Brest

## 1.3. Présentation de Genavir

Genavir est une compagnie maritime créée en 1976 implantée à Brest et Toulon dont les missions principales sont d'armer des navires et équipements de recherche océanographique, d'entretenir cette flotte et de collecter des données techniques à des fins scientifiques.

Genavir est un opérateur privé porté par Ifremer (actionnaire unique).

La société réalise en 2022 un chiffre d'affaires de 58 millions d'euros et compte 440 salariés, dont 280 marins et 100 techniciens sédentaires embarqués dédiés aux équipements et engins et un armement qui opère 4 navires hauturiers, 2 semi-hauturiers et 6 navires côtiers.

## 2. Cadre de la consultation

### 2.1. Objet du marché

Le présent marché est un accord-cadre pour l'acquisition de drones maritimes hauturiers à grande autonomie et de leurs prestations associées.

Les prestations de l'accord-cadre portent notamment sur :

- La fourniture de deux USV et de leurs charges utiles ;
- La fourniture de deux postes de pilotage mobile avec antennes de communication aérienne ;
- La fourniture de pièces de rechange, consommables et accessoires ;
- Un service de maintenances préventives, correctives et évolutives ;
- La formation à la maintenance et au pilotage des USV ;
- Un service de pilotage et de mise en œuvre des USV ;

### 2.2. Groupement de commande

Le présent accord-cadre s'inscrit dans le cadre du groupement de commandes Ifremer/Shom/Genavir (avenant n°2 à la convention 21/1001782) constitué sur la base des articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique.

Ce groupement est constitué de 3 membres dont un membre coordonnateur, dénommé « coordonnateur ».

Les membres du groupement sont :

- L'Ifremer,
- Le Shom,
- Genavir

**LE COORDONNATEUR DU GROUPEMENT EST IFREMER.**

### 2.3. Désignation des parties au marché

Dans l'ensemble des pièces du marché, les parties sont désignées comme suit :

- L'opérateur économique qui remet un dossier de candidature est désigné par le terme « Candidat » ;
- L'opérateur économique qui remet une offre est désigné par le terme « Soumissionnaire » ;
- L'opérateur économique qui se voit notifier le marché est désigné par le terme « Titulaire ».
- « Groupement de commandes » (GC) pour désigner indifféremment l'Ifremer et/ou le Shom et/ou Genavir,

- Le coordonnateur pour désigner l'Ifremer,
- L'Ifremer qui est désigné comme tel en qualité de pouvoir adjudicateur à l'accord-cadre,
- Le Shom qui est désigné comme tel en qualité de pouvoir adjudicateur à l'accord-cadre,
- Genavir qui est désigné comme tel en qualité de pouvoir adjudicateur à l'accord-cadre.

## 2.4. Justification du recours à la procédure avec négociation

La procédure avec négociation est mise en œuvre en application des alinéas 1°, 3°, 4° de l'article R2124-3 du Code de la Commande Publique dont le présent marché remplit les trois cas de recours suivants :

- 1° Lorsque le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles ;
- 3° Lorsque le marché comporte des prestations de conception ;
- 4° Lorsque le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent ;

La procédure avec négociation est justifiée car :

- Le projet de marché comporte une part d'études : le titulaire doit réaliser des études pour concevoir et /ou adapter les drones aux missions de recherches scientifiques qu'ils devront effectuer,
- Techniquement le besoin est complexe notamment du fait des performances à atteindre et des fortes contraintes opérationnelles. En outre, les drones doivent chacun être en capacité de recevoir et déployer des équipements scientifiques. La modularité est donc une importante contrainte technique.
- Le montage contractuel est complexe du fait de la prise en compte du besoin qui va de la conception des drones, jusqu'à la réalisation d'évolution et du maintien en condition opérationnelle en passant par la réalisation de campagnes à la mer avec la participation du titulaire du marché.
- Ainsi, l'objet du projet de marché remplit plusieurs des conditions définies par le Code de la Commande Publique, justifiant ainsi le recours à la procédure avec négociation.

## 2.5. Allotissement

L'article L2113-11 du Code de la commande publique prévoit que la passation d'un marché unique est possible lorsque « la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ». Au vu de ces éléments le présent marché ne peut être alloti sans rendre techniquement difficile la satisfaction du besoin. Il est important que l'ensemble des prestations soient confiées à un seul titulaire afin que les études, la conception et fabrication des drones, les campagnes à la mer, les évolutions et le MCO soient techniquement et juridiquement sous la responsabilité d'un seul opérateur économique.

Le présent marché n'est donc pas alloti. L'ensemble des prestations du marché nécessite une coordination de l'ensemble des prestations (études, travaux, fourniture...) auprès d'un même opérateur économique maîtrisant l'ensemble des phases du projet.

## 2.6. Groupement

Le marché sera attribué :

- Soit à une entreprise individuelle,
- Soit à des entreprises groupées.

Les opérateurs économiques se constituent en groupement selon la forme qu'ils souhaitent, à savoir en groupement solidaire ou en groupement conjoint.

Pour les entreprises présentant leur candidature sous forme de groupement :

- Un des prestataires sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire du groupement ;
- En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire ;
- En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser ;
- Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement ;
- Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché (copie des habilitations à nous fournir).

Possibilité de présenter pour le marché public plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres (non mandataire) d'un ou plusieurs groupements : OUI
- En qualité de membres de plusieurs groupements : OUI

Au titre de la présente consultation et conformément à l'article R 2142-26 du Code de la Commande publique, l'acheteur peut autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
- 2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

## 2.7. Sous-traitance

Le candidat devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt d'offre par le biais du formulaire DC4 fourni par l'Ifremer.

Chaque sous-traitant renseigne un formulaire DC4. Dans ce formulaire le candidat devra notamment indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée. Tout sous-traitant auquel il est confié des prestations d'un montant supérieur ou égal à 600 euros TTC est payé directement par les pouvoirs adjudicateurs désignés au marché

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant en qualité de sous-traitant : oui

### **3. Conditions relatives au contrat**

#### **3.1. Type de marché**

Le marché objet de la présente consultation est un marché de fourniture.

#### **3.2. Classification CPV**

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

34930000-5 équipement maritime

CPV additionnels :

34513550 – Navire hydrographe ;

38290000 – Instruments et matériels de télémétrie, d'hydrographie, d'océanographie et d'hydrologie

#### **3.3. CCAG applicable**

Le présent marché fera référence au Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics industriels approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

#### **3.4. Forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre à bon de commande en application des articles L2125-1 et R. 2162-2 du Code de la commande publique.

#### **3.5. Montant du marché**

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique l'accord-cadre est passé avec les montants minimum et maximum suivants sur toute la durée du marché :

Minimum en quantité : Fourniture des deux USV avec leurs charges utiles intégrées,

Montant maximum sur toute la durée du marché : 35 000 000 € HT

#### **3.6. Durée de validité du marché**

La durée de validité de l'accord-cadre est fixée à 8 ans à compter de sa date de notification. Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, cette durée supérieure à quatre ans est justifiée par la nécessité d'amortir des investissements spécifiques indispensables à l'exécution du marché et par les contraintes techniques et économiques inhérentes à son objet.

#### **3.7. Prestations supplémentaire éventuelles**

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles.

### 3.8. Variantes

Les variantes sont interdites.

## 4. Déroulement de la procédure avec négociation

La procédure se déroule en deux phases :

- Dans un premier temps, une phase de candidatures,
- Dans un second temps, une phase d'offres.

### 4.1. Phase candidature

Le Coordonnateur examine les candidatures et sélectionne les candidats admis à participer à la phase offre de la procédure avec négociation.

Le Coordonnateur exclura de la procédure :

- Les dossiers arrivés hors délais,
- Un candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner,
- Les dossiers qui ne respectent pas le formalisme imposé par la consultation,
- Un candidat ne satisfaisant pas aux conditions de participation fixées par le Coordonnateur ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Coordonnateur.

**Le nombre de candidats admis à participer à la phase offres est fixé à TROIS (3).** En cas d'insuffisance de candidatures, le nombre des candidats admis pourra être minoré, un seul candidat pourra alors être suffisant pour entamer la phase des offres. Les candidats non retenus seront informés de la décision les concernant.

### 4.2. Phase Offre

Les candidats sélectionnés seront simultanément invités, par écrit, à participer à la phase offres.

L'invitation à participer à la phase offre comportera au moins la lettre d'invitation à remettre une offre.

Le Coordonnateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations si une offre est notifiable en l'état. En revanche, si le Coordonnateur entame des négociations, celles-ci se dérouleront selon les modalités suivantes :

- Les soumissionnaires seront consultés et entendus dans des conditions de stricte égalité.
- Le Coordonnateur pourra demander à chacun des soumissionnaires admis aux négociations de compléter, de préciser, voire de modifier sa proposition sans pour autant que lesdits compléments, précisions ou modifications soient substantiels par rapport à l'offre initiale du soumissionnaire. La procédure de négociation peut se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution indiqués dans l'Article 8 ci-dessous. Le Coordonnateur se réserve la possibilité de réduire le nombre de candidats à chaque offre. En cas d'insuffisance de soumissionnaires, le nombre des soumissionnaires admis pourra être minoré, un seul soumissionnaire pourra alors être suffisant pour entamer la phase de remise de la deuxième offre. Les soumissionnaires non retenus à l'issue de chaque phase seront informés de la décision les concernant. Ces soumissionnaires ne pourront plus remettre d'offres.

Il est également précisé que :

- Au cours de la ou des négociation(s), le Groupement négocie avec les soumissionnaires retenus le contenu de leur offre ainsi que tous les aspects du marché, aussi bien fonctionnels, techniques, méthodologiques, juridiques que financiers, à l'exception des exigences minimales et des critères de sélection des offres.
- Le Groupement s'interdit de communiquer aux autres soumissionnaires des solutions ou informations confidentielles communiquées comme telles par un soumissionnaire dans le cadre de la discussion, sans l'accord de celui-ci (il appartiendra aux soumissionnaires de préciser les éléments de leur proposition qui relèvent de la confidentialité) ;
- Les négociations se dérouleront dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des candidats et du respect du secret industriel et commercial.

Au cours de la période de négociations, des rencontres sont prévues avec chaque soumissionnaire encore en lice.

Des échanges au moyen de la plateforme de dématérialisation PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) s'en suivront.

Dès lors qu'il estime que la discussion est arrivée à son terme, le coordonnateur en informe les soumissionnaires encore en lice.

Le coordonnateur invite les soumissionnaires encore en lice à remettre leur offre finale sur la base des négociations. L'invitation à remettre leur offre finale sur la plateforme de dématérialisation PLACE, comportera au moins la date et l'heure limite de réception de ces offres, l'adresse à laquelle elles seront transmises et l'indication de l'obligation de remettre à minima un acte d'engagement.

## **5. Dossier de consultation des entreprises – phase candidature**

### **5.1. Composition du dossier de consultation**

Le dossier de consultation se compose des documents suivants :

- Règlement de l'appel à candidatures (RAC),
- Annexe 1 : Une présentation du projet à titre indicatif,
- Annexe 2 : DC1,
- Annexe 3 : Déclaration sur l'honneur,
- Annexe 4 : Cadre de réponse,

Les candidats doivent soumettre leur dossier de candidature en français ou en anglais.

## 5.2. Modalité de retrait et de dépôt du dossier de candidature – PHASE CANDIDATURE

### **Les offres papier sont interdites.**

Le candidat doit transmettre **SON OFFRE PAR VOIE DEMATERIALISEE SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »**

Le candidat doit se rendre sur le site Internet :

**<https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

Cette plate-forme de dématérialisation permet de :

- Télécharger le dossier de consultation des entreprises, objet de la mise en concurrence, en acceptant les conditions d'accès et d'utilisation de la plate-forme (prérequis techniques, ...)
- Poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation avant la remise des offres,
- Répondre par voie électronique à la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique (sur la boîte mail de l'utilisateur inscrit) donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas traités comme des courriels indésirables ou des spams.

### **Présentation des dossiers et format des fichiers.**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .docx, .xlsx, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

### **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Par exemple, en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

### **Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### **Copie de sauvegarde autorisée**

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui envoie son offre par voie électronique peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB) ou sur support papier. Si le candidat choisit le support papier, il devra envoyer sa copie exclusivement sous ce format.

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à l'IFREMER à date limite de remise des offres indiquées dans la publicité et en page de garde du présent règlement de la consultation.

**Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » AINSI que les mentions indiquées dans l'encadré ci-dessous.**

#### **La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :**

Par courrier recommandé avec A.R. à :  
IFREMER  
DAJF/Cellule Marchés  
1625 route Sainte-Anne  
CS10070  
29280 PLOUZANE

La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

### **5.3. Condition de participation**

Le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L2141-5 et L.2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique. Le candidat respecte les obligations du code du travail définies aux articles L.5212-1 à L. 5212-11.

En application de l'article L. 2153-1 du code de la commande publique, les candidats devront être ressortissants d'un Etat partie à l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) ou un autre accord international équivalent auquel l'Union européenne est partie.

### **5.4. Conflit d'intérêt**

Le candidat au marché s'engage à avertir le Coordonnateur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts. Il s'agit de toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout

autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

## 5.5. Signature

Pour tous les documents pour lesquels une signature du candidat est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

Cette personne est :

- Soit le représentant légal du candidat,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

## 6. Contenu de la candidature

**Les candidatures doivent être présentées en français ou en anglais.**

**Le candidat (co-traitant/sous-traitant) fourni obligatoirement les documents suivants :**

Situation propre aux opérateurs économiques :	Document à compléter
<b>1- Lettre de candidature</b> indiquant si l'entreprise candidate au marché se présente seule ou en groupement d'entreprise formulaire. Le document est disponible en annexe n°2 au règlement d'appel à candidature ou sur le lien suivant : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a>	Annexe 2
<b>2- Justificatif de la qualité du signataire ou délégation de pouvoir</b> identifiant le signataire par la personne habilitée à engager la société. En cas de groupement, le mandataire fourni un <b>justificatif d'habilitation à engager le groupement</b> . Ces documents ne sont pas obligatoires au stade de la candidature. A défaut de transmission, ces documents devront être obligatoirement transmis lors de l'attribution du marché.	A fournir par le candidat
<b>3- La déclaration sur l'honneur</b> ci-joint à signer (voir annexe 3 au présent règlement d'appel à candidature) ;	Annexe 3
<b>4- Si le candidat est en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés</b> à cet effet.	A fournir par le candidat
<b>5- Présentation générales de la société</b>	A fournir par le candidat
<b>6- Fichier de réponse</b>	Annexe 4

**Les membres du groupement et les sous-traitants doivent également transmettre les informations relatives à leurs capacités financière, professionnelle et technique.**

### **Document unique de marché européen**

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en utilisant le site mise en place par l'Etat Français <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou via le Service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>.

### **Informations disponibles en ligne**

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

### **Conditions d'appréciation d'une candidature groupée**

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles) ou recourir à la sous-traitance. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale : il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation. Il en est de même en cas de sous-traitance.

### **Régularisation des candidatures**

En application de l'article R2144-2 du Code la commande publique, l'Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

## 7. Critère de jugement des candidatures

Les candidatures seront évaluées sur la base du dossier de candidature (voir annexe 4) et des documents listés à l'article 6 ci-avant.

Afin de sélectionner les 3 candidats admis à soumettre une offre, les candidatures seront analysées et classées sur la base des critères de sélection suivants :

Critères	Note	Poids
<b><u>Critère 1 : Capacités techniques</u></b>	<b><u>Nt=20</u></b>	<b><u>50%</u></b>
<b>Sous-critère 1.1</b> : Références sur les 5 dernières années d'un ou plusieurs drones de surface maritimes destiné(s) à des applications scientifiques et/ou de cartographie, de longueur comprise entre 6 et 20 m.	5	
<b>Sous-critère 1.2</b> : Capacité démontrée du candidat en matière : d'architecture navale (bureau d'études interne ou partenaire identifié), de développement de systèmes de contrôle-commande, d'intégration d'instrumentation scientifique, d'innovation et de développement spécifique.	5	
<b>Sous-critère 1.3</b> : Capacité industrielles (moyens de production, infrastructures, capacités d'assemblage, d'intégration, et MCO).	5	
<b>Sous-critère 1.4</b> : Références de campagnes à la mer (côtier/hauturier, durée, distance parcourue sans intervention, CU ou type de données collectées, avec un ou plusieurs USV).	5	
<b><u>Critère 2 : Capacité Organisationnelle</u></b>	<b><u>No=20</u></b>	<b><u>30%</u></b>
<b>Sous-critère 2.1</b> : Organisation générale du candidat (organigramme hiérarchique et fonctionnel, effectifs par catégorie).	16	
<b>Sous-critère 2.2</b> : Outils et moyens pour la gestion de projet et reporting.	4	
<b><u>Critère 3 : Qualité</u></b>	<b><u>Nq=20</u></b>	<b><u>10%</u></b>
Procédures Qualité incluant la maîtrise de la qualité des processus de production internes et sous-traités, certification ISO 9001.	20	
<b><u>Critère 4 : Assurances</u></b>	<b><u>Na=20</u></b>	<b><u>10%</u></b>
Assurance couvrant les infrastructures de conception, la construction des USV et les essais en mer. Indiquer le montant de dommage couvert (par dommage et en cumulé), ainsi que le montant de franchise.	20	

Le sous-critère 1.1, en rouge, est éliminatoire. Le candidat sera éliminé s'il ne remplit pas les 3 critères cumulatifs suivants :

- S'il ne présente aucune référence d'USV maritime
- S'il ne présente aucune référence d'USV ayant une longueur comprise entre 6 et 20 m.
- Si les références d'USV maritimes comprises entre 6 et 20 mètres datent de plus de 5 ans

A l'issue de la phase de sélection des candidatures, **les TROIS (3) candidatures arrivées en tête du classement seront retenues**. En cas d'insuffisance de candidatures, le nombre des candidats admis pourra être minoré, un seul candidat pourra alors être suffisant pour entamer la phase des offres. Les candidats non retenus seront informés de la décision les concernant.

En cas d'égalité des notes, le candidat avec la meilleure note au critère 1 sera retenu.

## 8. Critère de jugement des offres

L'Ifremer retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés définis ci-après :

- Le critère prix : 40% de la note finale ;
- Le critère valeur technique : 50% de la note finale
- Le critère environnemental : 10 % de la note finale.

Les critères d'évaluation complets sont détaillés dans le dossier de consultation, qui sera mis à disposition à la phase offre. À l'issue de la procédure de sélection de la phase offre, une (1) offre sera retenue.

## 9. Confidentialité

Le candidat s'engage à ne pas utiliser les informations fournies par l'Ifremer dans un autre but que son offre. Le candidat s'engage à ne pas divulguer les informations et les documents fournis par l'Ifremer et à ne pas communiquer avec une autre personne que ce dernier, sans son autorisation préalable.

Le groupement s'engage pour sa part à respecter le secret industriel et commercial des opérateurs économiques lors de la procédure de passation du marché et en exécution du marché.

## 10. Renseignements complémentaires

Les réponses par téléphone ne concerneront que des questions élémentaires. S'agissant de questions plus poussées d'ordre technique ou administratif, les candidats doivent obligatoirement poser leurs questions sur la plate-forme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats transmettent impérativement leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier de consultation, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

En cas de difficultés d'accès à la plateforme, le candidat peut contacter la Cellule Marchés de l'Ifremer à l'adresse suivante : [cellule.marche@ifremer.fr](mailto:cellule.marche@ifremer.fr) / 02 98 22 46 96

## 11. Planning prévisionnel

Publication AAPC	Mi-février 2026
Remise des candidatures	13/03/2026
Sélection des candidatures	Fin mars 2026
Envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à participer à la phase offres (avec le DCE)	Début avril 2026
Envoi du DCE avec le CCTP	Début avril 2026
Date limite de réception des premières offres	Début/mi-mai 2026
Négociations	De fin mai à juillet 2026
Remise des offres finales	mi-septembre 2026
Attribution des marchés	Janvier 2027

Ce planning n'est pas définitif et pourra être amené à évoluer.